

VISITE OFFICIELLE | Le président de la République Emmanuel Macron a choisi les Hautes-Alpes pour lancer son plan Eau jeudi 30 mars.

Serre-Ponçon comme étendard de la politique de gestion de l'eau en France

Après plusieurs semaines de discrétions sur le plan national et alors que la contestation sur la réforme des retraites bat son plein Emmanuel Macron a effectué sa première sortie sur le territoire national dans les Hautes-Alpes à Savines-le-Lac au bord de la plus grande réserve d'eau douce d'Europe de l'ouest. Outre ce record le territoire intéressait le chef de l'État pour la capacité qu'ont eu ses acteurs à travailler ensemble alors que le département est touché de plein fouet par les effets du changement climatique : sécheresse, réduction du manteau neigeux, gel, grêle, etc.

Arrivé en fin de matinée en hélicoptère Emmanuel Macron a été accueilli par une délégation composée d'élus haut et bas-alpins ainsi que le président de la région Sud, Renaud Muselier. Tous étaient présents depuis plusieurs heures, accompagnés d'une centaine de personnes triées sur le volet : élus, représentants des syndicats agricoles, acteurs du monde économique et touristiques, etc. Avant l'arrivée du président de la République, ils ont pu assister à une restitution des premiers constats des Assises de l'eau qui se sont tenues il y a quelques semaines dans le département.

Une arrivée chahutée

Ils ont tout d'abord conduit Emmanuel Macron au bord du lac de Serre-Ponçon où le maire de la commune et président du Syndicat mixte d'aménagement et de développement de Serre-Ponçon (Smadesep)



Entouré des élus locaux Emmanuel Macron a découvert le lac de Serre-Ponçon.

Victor Berenguel lui a relaté l'histoire de cet ouvrage et lui a décrit la situation exceptionnelle que vivait le département depuis quelques années.

Le président s'est ensuite tourné vers les journalistes pour un point presse plus ou moins impromptu alors qu'au loin raisonnaient les slogans de près de deux cents manifestants qui protestaient contre la réforme des retraites. C'est donc au son des sifflets, des sirènes et de « *Macron démission* », « *Emmanuel Macron, leader des patrons, on ne veut pas de toi chez nous* » que le chef de l'État a dû répondre, de plus ou moins bonne grâce, aux questions sur ce sujet d'actualité.

Campant sur ses positions, il a réaffirmé que le processus démocratique devait se poursuivre, qu'il fallait

continuer à travailler sur les autres sujets et se montrait toujours inflexible sur la question des 64 ans. Légèrement agacé, il déclarait : « *je ne vais pas redire la même chose tous les quatre jours, sinon on bégaye* ».

De retour dans la salle le président de la République était accompagné de Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique où ils devaient présenter le nouveau plan Eau du gouvernement. Tout d'abord, ils ont pu écouter les allocutions de plusieurs acteurs locaux, avec en tête Victor Berenguel qui a exprimé sa fierté de voir sa commune choisie pour cette présentation et de voir que les efforts faits par les Haut-Alpins étaient ainsi reconnus. Renaud Muselier a ensuite pris le relais en mettant en exergue la stratégie mise en place à l'échelle régionale et sa volonté de s'inscrire comme une région pilote avec une politique volontariste. « *La guerre de l'eau n'aura pas lieu dans cette région. Nous nous parlons tous* », lançait-il avec sa verve habituelle. Il mettait également en avant l'expérience et le savoir-faire des Provençaux dans la gestion d'une ressource qui leur a toujours manqué. Sont ensuite intervenus Joël Bonnafoux sur la question de l'eau potable, Jean-Claude Dou sur celle de l'énergie, Christian Parpillion sur la Gemapi, Éric Lions sur l'hydrau-

lique agricole (voir encadré) et Patrick Ricou pour le tourisme.

La sobriété comme maître-mot

Le ministre Christophe Béchu a ensuite introduit le nouveau plan Eau en évoquant les chiffres marquant de la dernière saison estivale. Ce plan est constitué de 53 mesures réparties en cinq grands axes qui ont été détaillés par Emmanuel Macron (voir encadré). Il a, par exemple, annoncé la mise en place d'un outil d'alerte et d'information sur la modèle d'Ecowatt qui va être déployé au début de l'été, ou encore, entre autres, une nouvelle tarification de l'eau, le déploiement de compteurs intelligents, l'accroissement du recyclage des eaux usées. Toutes les mesures visent à atteindre des objectifs à court et moyen terme. À court terme pour préparer l'été prochain avec déjà 100 millions d'euros qui ont été engagés pour réaliser des travaux d'urgence sur les réseaux. Et, à long terme avec des plans de sobriété qui devront être présentés avant l'été pour économiser 10 % d'eau dans tous les secteurs d'ici 2030.

Le chef de l'État a terminé son allocution en rendant hommage aux anciens qui ont su se sacrifier pour le bien commun appelant à « *des petites*

efforts intelligents » pour les générations d'après. Une analogie qui peut s'appliquer aussi bien pour la ressource en eau que pour la réforme des retraites. De là à penser qu'il l'a fait à dessein il n'y a qu'un pas...

À l'issue de cette présentation les élus et les participants ont pu échanger avec le président de la République, l'occasion pour le président de la chambre d'agriculture des Hautes-Alpes, Éric Lions, d'évoquer avec lui et son ministre la question de la prédation, des produits phytos et celle de la détresse des arboriculteurs qui ont pu lui remettre un courrier par la main de Nicolas Richier. « *J'ai trouvé ses propositions opportunes et il a beaucoup insisté sur la notion de souveraineté alimentaire*, réagissait Éric Lions. *Ce plan va dans le bon sens et dans le sens des propositions que nous avons faites. Il a d'ailleurs repris certains de mes propos dans son discours. Ce qu'il a annoncé pour le diagnostic des nouveaux installés est très intéressant pour avoir une cohérence entre les cultures et le territoire.* »

Emmanuel Macron est ensuite remonté dans son hélicoptère stationné à Embrun, l'occasion de survoler une dernière fois le château d'eau de la Provence. ■

Alexandra Gelber

Près de deux cents manifestants, dont des membres de la Confédération paysanne attendaient le président de la République au bout du pont de Savines-le-Lac.



Hélène Saveuse

LES CINQ AXES DU PLAN EAU

- 1/ Faire des économies d'eau dans tous les secteurs dans la durée.
- 2/ Lutter contre les fuites et moderniser nos réseaux.
- 3/ 1 000 projets pour recycler et réutiliser les eaux usées.
- 4/ Planifier les usages de l'eau et les transformations de notre modèle agricole :

- un diagnostic eau, sols et adaptation sera intégré aux aides à l'installation pour tout nouveau jeune agriculteur, dans le cadre du pacte de renouvellement des générations agricoles pour permettre aux jeunes agriculteurs qui s'installent en 2023 de s'adapter au climat de 2050 ;
- 30 millions d'euros supplémentaires pour équiper nos agriculteurs de systèmes d'irrigation plus économes en eau.
- des plans d'adaptation dans chaque territoire pour faire évoluer les filières aux impacts du changement climatique et à la disponibilité de la ressource.

Les pratiques de stockage de l'eau devront évoluer :

- un fonds de 30 millions d'euros pour l'hydraulique sera débloqué pour faciliter l'utilisation des ouvrages existants et améliorer l'infiltration dans nos nappes phréatiques ;
- si la construction d'un nouvel ouvrage de stockage est nécessaire du fait des particularités de certains territoires, l'ouvrage devra répondre aux objectifs suivants : être parfaitement aligné sur les données scientifiques prospectives, incluant les impacts du changement climatique ; être partagé pour contribuer également à la préservation de la biodiversité et à d'autres usages ; être conditionné à des changements de pratiques significatifs : économies d'eau et réduction des pesticides.

Cet effort, à la fois sur la sobriété des usages, sur la rénovation des réseaux, sur la réutilisation des eaux usées ou encore sur la qualité de l'eau, il faut l'inscrire dans la durée, par un investissement conjoint de l'État et des collectivités.

Au total, ce sont près de 500 millions d'euros supplémentaires qui seront mobilisés chaque année, via les Agences de l'eau, pour mettre en œuvre ces ambitions. Le plafond de dépense des agences de l'eau sera supprimé, ce qui leur permettra de venir cofinancer avec les collectivités, toutes les actions permettant de s'adapter aux conséquences du changement climatique.

- 5/ Permettre la mise en place partout d'une tarification progressive et incitative de l'eau.

Éric Lions : le plan hydraulique agricole est une nécessité absolue



A.G.

Lors de son intervention le président de la chambre d'agriculture des Hautes-Alpes expliquait : « *pour nous, il s'agit d'anticiper le changement climatique. Notre région et notre secteur d'activité sont en première ligne sur cette problématique. Aujourd'hui, si nous voulons maintenir notre agriculture de montagne, nous devons agir rapidement. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de développer un plan hydraulique départemental, avec les services de l'État et dans la concertation la plus large possible sur le territoire. Qui viendra s'insérer dans les Assises de l'eau et qui a pour maître-mot, l'anticipation. D'une part, face à l'urgence de la situation, accompagner les gestionnaires d'ASA et les agriculteurs pour une meilleure gestion de l'eau disponible ; d'autre part à travers la recherche et l'innovation, nous devons accompagner notre agriculture sur des variétés et des cultures plus adaptées, et des modes de culture certainement plus innovants ; le verger expérimental de la chambre d'agriculture est dès à présent orienté vers cette thématique.*

Nous avons trois projets concrets en cours de finalisation. Le premier dans le bassin versant du Drac. Mutualiser trois prises d'eau et rénover la canalisation principale pleine de fuites sur neuf kilomètres, maintenir l'irrigation sur 350 hectares pour des fermes d'élevage, réalimenter une zone humide pour maintenir une biodiversité optimale. Le coût est de 4,2 millions d'euros, financé à 90 %.

Deuxième projet ambitieux, le plan Durance amont concerne quatre ASA, 460 hectares, 25 exploitations agricoles, ainsi que 400 particuliers. Le volume prélevé actuellement est de cinq millions de m³ d'eau, qui sera réduit de moitié. Avec un coût de huit millions d'euros financé à 80 %. Ce projet est couplé avec une centrale hydroélectrique qui produira plus de sept GigaWh d'énergie verte. Pour finir, un projet ambitieux sur le bassin versant du Buëch. Deux stockages d'eau de substitution, et il faut faire attention aux mots en ce moment !, qui permettront de mettre en réserve 320 000 m³ d'eau pour l'irrigation pendant deux mois, soit la période d'étiage. Sept millions d'euros financés là encore par l'Agence de l'eau, la Région, le Département et l'Europe.

Mais « il est indispensable de raccourcir les délais pour monter un projet, dix ans c'est trop long ! », insistait-il. Et de conclure : « Le plan hydraulique agricole est une nécessité absolue pour sécuriser nos territoires et porter un projet pour nos générations futures. »

M.F.